

NATIONS UNIES



CONSEIL DE SÉCURITÉ

DOCUMENTS OFFICIELS

TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE

2007^e SÉANCE : 24 MAI 1977

NEW YORK

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2007)	1
Adoption de l'ordre du jour	1
Plainte du Lesotho contre l'Afrique du Sud :	
Note du Secrétaire général (S/12315)	1

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cotes S/. . .) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1^{er} janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

2007^e SEANCE

Tenue à New York le mardi 24 mai 1977, à 15 heures.

Président : M. Thomas S. BOYA (Bénin).

Présents : Les représentants des Etats suivants : Allemagne, République fédérale d', Bénin, Canada, Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Jamahiriya arabe libyenne, Maurice, Pakistan, Panama, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques socialistes soviétiques et Venezuela.

Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2007)

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Plainte du Lesotho contre l'Afrique du Sud :
Note du Secrétaire général (S/12315).

La séance est ouverte à 15 h 55.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Plainte du Lesotho contre l'Afrique du Sud :

Note du Secrétaire général (S/12315)

1. Le **PRESIDENT** : Les représentants du Lesotho et de la Sierra Leone ont écrit au Président du Conseil de sécurité pour demander à être invités à participer au débat sur la question qui vient d'être inscrite à l'ordre du jour. Selon l'usage, je me propose, si le Conseil n'y voit pas d'objections, d'inviter les représentants des Etats que je viens de mentionner à participer au débat sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

2. Je vais maintenant inviter le Ministre des affaires étrangères du Lesotho à prendre place à la table du Conseil. J'inviterai le représentant de la Sierra Leone à occuper le siège qui lui a été réservé sur le côté de la salle du Conseil, étant entendu qu'il sera invité à prendre place à la table du Conseil lorsque son tour de parole viendra.

Sur l'invitation du Président, M. C. D. Molapo (Lesotho) prend place à la table du Conseil et M. S. R. Nicol (Sierra Leone) occupe le siège qui lui a été réservé sur le côté de la salle du Conseil.

3. Le **PRESIDENT** : Le Conseil de sécurité va maintenant reprendre l'examen de la question inscrite à l'ordre du jour. Je rappelle qu'après avoir examiné cette question à ses 1981^e et 1982^e séances, tenues les 21 et 22 décembre

1976, le Conseil a adopté la résolution 402 (1976). Le Conseil est maintenant saisi du document S/12315, en date du 30 mars 1977, par lequel le Secrétaire général transmet le rapport de la mission envoyée au Lesotho en application de ladite résolution. Je voudrais également appeler l'attention du Conseil sur le document S/12325, qui contient le texte d'une lettre en date du 18 avril 1977 adressée par le Secrétaire général à tous les Etats. J'appelle en outre l'attention du Conseil sur le document S/12335, qui contient le texte d'un projet de résolution présenté par le Bénin, l'Inde, la Jamahiriya arabe libyenne, Maurice, le Pakistan, le Panama et la Roumanie.

4. Je donne maintenant la parole au Secrétaire général, qui va présenter le rapport.

5. Le **SECRETAIRE GENERAL** (*interprétation de l'anglais*) : Par sa résolution 402 (1976), le Conseil de sécurité a fait appel à tous les Etats pour qu'ils fournissent une aide financière, technique et matérielle au Lesotho pour lui permettre de surmonter les difficultés économiques résultant de la fermeture par l'Afrique du Sud de certains postes frontière entre ce pays et le Lesotho. J'étais prié d'organiser un programme d'assistance internationale au Lesotho et de suivre constamment la situation. J'étais prié en outre de rester en contact étroit avec les Etats Membres, les organisations régionales et autres organisations intergouvernementales, les institutions spécialisées et les institutions financières internationales, et de faire rapport au Conseil à sa prochaine réunion sur la question.

6. C'est dans ce contexte que je souhaite soumettre à l'examen du Conseil de sécurité le rapport [voir S/12315] d'une mission que j'ai nommée pour qu'elle se rende en janvier au Lesotho dans le but d'évaluer l'assistance dont ce pays a besoin en tant que mesure préliminaire pour organiser un programme international d'assistance.

7. Comme on peut le constater en lisant le rapport, la mission a examiné dans le détail la situation économique actuelle du Lesotho. Il ressort à l'évidence de la description des conditions économiques existant au Lesotho que le pays a une économie fragile et est extrêmement tributaire de sources extérieures pour la plupart des biens et services dont il a besoin.

8. Ce rapport n'est pas le premier que l'Organisation des Nations Unies consacre à l'économie du Lesotho. Dans les mois qui ont précédé son indépendance en 1966, une mission envoyée par l'Assemblée générale avait constaté que le pays se trouvait aux prises avec une situation économique et sociale déplorable, due surtout à son état de sous-

développement¹. Dans les années qui ont suivi l'indépendance, le Gouvernement du Lesotho a fait des efforts considérables pour jeter les bases d'une infrastructure indispensable au développement du pays. S'il a pu enregistrer des progrès relativement modestes dans certains secteurs de l'économie, il est par contre un grand nombre des principaux obstacles à son développement qu'il n'a pu surmonter.

9. Dans ces conditions, la fermeture des postes frontière ainsi que les autres mesures prises par l'Afrique du Sud ont beaucoup aggravé ces difficultés. Voilà pourquoi il est vital pour le Lesotho qu'il reçoive de la communauté internationale l'assistance dont il a besoin pour son progrès économique. Ce n'est qu'ainsi que le pays pourra accroître sa capacité à appliquer les résolutions sur l'*apartheid* et sur les bantoustans et à surmonter les difficultés économiques qu'il doit affronter.

10. Parmi les nombreux problèmes que connaît le Lesotho, je voudrais souligner plus spécialement celui de la main-d'oeuvre migrante qui travaille en République sud-africaine. L'année dernière, on estimait que l'Afrique du Sud employait 175 000 travailleurs du Lesotho, dont 126 000 dans les mines. Quoique leurs salaires constituent une part substantielle du revenu national, le fait que le Lesotho soit dépendant de ce revenu présente des inconvénients politiques, économiques et sociaux évidents.

11. En 1974, le Gouvernement du Lesotho m'avait demandé d'urgence une aide pour la réinstallation de 10 000 mineurs qui étaient brusquement rentrés au Lesotho à la suite de troubles dans les mines. Selon moi, il est urgent que ce gouvernement se prépare pour le jour où il y aura un retour des travailleurs migrants d'Afrique du Sud, soit pour des raisons politiques ou économiques soit du fait d'une mécanisation accrue. Ce problème, par lui-même, grèverait les faibles ressources du Lesotho. J'ose donc espérer que la communauté internationale coopérera avec le Gouvernement du Lesotho pour élaborer des projets qui permettront d'absorber un grand nombre de travailleurs migrants de retour au pays et d'accroître les possibilités d'emploi.

12. Comme les membres du Conseil le verront, les recommandations contenues dans le rapport de la mission sont groupées sous deux rubriques : le programme d'urgence et le programme de développement accéléré. Les projets inclus dans le programme d'urgence coûteront 66 millions de dollars. Ces projets ont trait surtout au développement des moyens de transport routier intérieur dans le sud et le sud-est du pays, à l'aviation civile à l'extérieur et à l'intérieur et à l'accroissement de l'approvisionnement en denrées alimentaires, tant par le développement de l'agriculture que par l'établissement de réserves importantes de céréales alimentaires de base.

13. Le programme de développement accéléré prévoit différents projets se montant à 47 millions de dollars. Leur exécution permettrait rapidement de renforcer l'économie du Lesotho et, par là, diminuerait sa dépendance vis-à-vis de

l'Afrique du Sud. Ce programme attache une importance particulière aux transports routiers et au développement agricole. Il comprend également des projets de développement de l'énergie hydro-électrique, de l'enseignement, des services de santé, de l'industrie et des mines.

14. Point n'est besoin pour moi de dire que les différents projets préconisés dans le rapport de la mission dépassent les moyens dont dispose le Lesotho. Ces projets sont tous dignes d'être appuyés, mais leur exécution dépend de la générosité de la communauté internationale. J'espère que le Conseil de sécurité approuvera les deux programmes recommandés dans le rapport et que tous les Etats Membres, de même que les organisations internationales compétentes, n'hésiteront pas à répondre généreusement et rapidement à l'appel que je leur ai adressé le 18 avril dernier [S/12325].

15. J'ai désigné le Sous-Secrétaire général aux questions politiques spéciales comme responsable au Siège de la coordination de l'action de l'ensemble du système des Nations Unies. Ses services, qui travailleront en étroite coopération avec le Gouvernement du Lesotho, serviront de centre d'information pour tout ce qui a trait au programme d'assistance.

16. J'ai pu rencontrer aujourd'hui le Ministre des affaires étrangères du Lesotho et discuter avec lui d'autres mesures que l'on pourrait prendre pour mobiliser l'assistance envers son pays. Je lui ai dit que je convoquerais une réunion au Siège le 6 juin prochain, à laquelle assisteront les représentants des gouvernements et organisations qui souhaitent participer aux programmes d'assistance recommandés dans le rapport de la mission.

17. Je ne saurais trop souligner que le Lesotho a besoin d'un appui financier et économique considérable, et je prie instamment tous les Etats et organisations qui le peuvent de le lui fournir.

18. M. RAMPHUL (Maurice) [*interprétation de l'anglais*] : Je tiens tout d'abord à saluer la présence parmi nous du Ministre des affaires étrangères du Lesotho, Son Excellence M. Charles Molapo.

19. Le 26 octobre 1976, quand l'Assemblée générale a adopté à l'unanimité une résolution demandant à tous les Etats de ne pas reconnaître la prétendue indépendance du Transkei [*résolution 31/6 A*], beaucoup parmi nous savaient qu'en appliquant cette résolution les Etats limitrophes de l'Afrique du Sud s'exposeraient à un danger considérable au cas où le Gouvernement sud-africain prendrait des mesures économiques pour les forcer à reconnaître cette indépendance. Le plus vulnérable de ces Etats est le Lesotho, qui non seulement a l'handicap d'être sans littoral mais l'est à l'intérieur du territoire sur lequel le régime raciste sud-africain exerce son pouvoir et son contrôle.

20. Comme on s'y attendait, l'Afrique du Sud a exercé des pressions. Les choses ont atteint un point critique en décembre lorsque le Gouvernement du Lesotho a jugé nécessaire de déposer officiellement une plainte au Conseil [S/12257].

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Annexes*, point 23 de l'ordre du jour, document A/5958.

21. A l'époque, le Ministre des affaires étrangères du Lesotho a décrit les mesures que l'Afrique du Sud avait jugé bon de prendre contre son petit pays pour l'obliger à accepter la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain et à reconnaître la politique sud-africaine des bantoustans. Comme l'a dit alors le Ministre des affaires étrangères [1981^e séance] :

“La situation géopolitique du Lesotho nous a toujours mis en face de problèmes d'une telle ampleur que notre vie est marquée par des choix difficiles. Pour nous, l'*apartheid* est une réalité quotidienne, un cauchemar qui nous hante.”

Il a dit aussi que, pour le Lesotho, la reconnaissance de la prétendue indépendance du Transkei

“ne constituerait pas seulement une approbation de la politique raciste d'*apartheid* de l'Afrique du Sud mais représenterait, en fait, une participation active à l'oppression . . . de la majorité noire d'Afrique du Sud”.

Son pays a choisi de défier l'Afrique du Sud.

22. Le Ministre des affaires étrangères du Lesotho a ensuite décrit les problèmes politiques, économiques et sociaux que la prétendue indépendance du Transkei créerait pour le Lesotho. Pour donner au Lesotho la possibilité de résister à certaines pressions que subit ce pays, le Ministre a demandé la création d'un programme international d'assistance permettant à la population de voyager d'une partie à l'autre du pays sans avoir à emprunter les routes sud-africaines ni celles situées au Transkei. Il a demandé également une assistance économique qui donnerait à son pays les services et l'infrastructure nécessaires pour permettre au courageux peuple du Lesotho de se suffire davantage à lui-même et d'être moins dépendant de l'Afrique du Sud en ce qui concerne les besoins fondamentaux auxquels il peut satisfaire s'il est aidé.

23. A sa séance du 22 décembre 1976, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité une résolution [402 (1976)] condamnant toute mesure prise par l'Afrique du Sud qui contraindrait le Lesotho à reconnaître le bantoustan du Transkei. Il demandait à l'Afrique du Sud de rouvrir les postes frontière au Transkei et faisait appel à tous les Etats pour qu'ils fournissent une aide financière, technique et matérielle au Lesotho pour lui permettre de mener à bien ses programmes de développement économique et pour le mettre mieux à même d'appliquer intégralement les résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à l'*apartheid* et aux bantoustans.

24. Mon gouvernement, à l'instar d'autres gouvernements, s'est félicité de la résolution adoptée à l'époque par le Conseil de sécurité. Aujourd'hui, nous sommes ici pour examiner l'appel lancé par le Secrétaire général [S/12325] à tous les Etats Membres ainsi qu'aux organisations régionales et intergouvernementales pour qu'ils fournissent des contributions permettant d'aider le Lesotho à être mieux en mesure de résister aux pressions économiques et sociales exercées par l'Afrique du Sud et à construire l'infrastructure économique nécessaire permettant au peuple du

Lesotho de disposer d'une économie qui utiliserait au maximum les ressources naturelles du pays et le rendrait moins tributaire de services et de biens qu'il a la possibilité de se fournir lui-même.

25. Je voudrais exprimer au Secrétaire général nos remerciements pour avoir envoyé au Lesotho une équipe aussi compétente afin d'examiner la situation et de nous fournir une vue objective des conditions prévalant dans le pays ainsi que de ses besoins. Comme l'indique le rapport de la mission [voir S/12315], les besoins du Lesotho sont nombreux. Ce n'est ni la faute de son peuple ni celle de son gouvernement. Pendant près de 100 ans, alors qu'il se trouvait sous domination coloniale, bien peu a été effectué pour développer le pays. L'infrastructure économique et sociale existante est le fruit des efforts déployés par le gouvernement et le peuple depuis l'indépendance il y a 11 ans. Nous ne connaissons que trop les efforts déployés par l'Afrique du Sud dès le début du XIX^e siècle et jusque dans les années 1960 pour absorber le Lesotho et l'incorporer dans l'Union sud-africaine. Les longues guerres d'usure que le Lesotho a dû endurer pour conserver son indépendance marquent une période courageuse de la lutte héroïque de ce petit pays pour l'indépendance.

26. Le paragraphe 20 du rapport attire l'attention sur le fait qu'à la veille de l'indépendance du Lesotho l'Assemblée générale reconnaissait déjà la situation géopolitique particulière du nouvel Etat et la “déplorable situation économique et sociale” qui était la sienne et qui provenait essentiellement de son sous-développement. Le rapport poursuit :

“Depuis lors, les difficultés du Lesotho ont été aggravées par la détermination de l'Afrique du Sud d'appliquer ses politiques d'*apartheid* et de bantoustans. La proclamation de l'Etat indépendant du Transkei, à la frontière du Lesotho, non seulement présente de sérieux problèmes mais encore offre à l'Afrique du Sud un moyen de pression supplémentaire.”

27. Je me rappelle qu'à l'époque où le Gouvernement du Lesotho s'est plaint de la fermeture par l'Afrique du Sud de trois postes frontière par lesquels s'effectuait tout le trafic à destination et en provenance du Lesotho, des communiqués de presse contradictoires ont été diffusés selon lesquels les postes frontière n'avaient pas été fermés et, en fait, fonctionnaient. Aussi suis-je heureux de voir que la mission a été en mesure de visiter deux de ces postes et de se rendre compte de la situation. Les paragraphes 23 à 31 du rapport traitent de cette question d'une manière très claire. Il ne fait aucun doute dans mon esprit que l'Afrique du Sud, en retirant ses fonctionnaires de la frontière et en fermant les installations qui s'y trouvent et qu'elle était tenue de maintenir en vertu d'accords, a en fait fermé les trois postes frontière. Il ne suffit pas de déclarer que, parce qu'ils sont aujourd'hui gérés par des fonctionnaires du prétendu Transkei indépendant, ces postes fonctionnent dans des conditions normales. Du fait de l'inexistence d'autres routes, la circulation ne peut être détournée et s'effectue dans des conditions difficiles. C'est à juste titre, ainsi que l'indique le paragraphe 28, que le Gouvernement du Lesotho a fait observer que le fait de ne pas interdire ces

mouvements "ne signifiait nullement qu'il reconnaissait le régime du Transkei".

28. Quiconque a lu le rapport de la mission ne saurait manquer d'être préoccupé par la grande dépendance dans laquelle se trouve le Lesotho vis-à-vis de l'Afrique du Sud pour ce qui est de l'emploi d'une grande partie de sa population; ainsi qu'en ce qui concerne ses produits alimentaires, ses biens de consommation, ses produits manufacturés et industriels, les services sociaux, techniques et économiques. Il n'est pas sain du tout, pour le Lesotho, d'être dépendant de l'Afrique du Sud pour ce qui est des travailleurs migrants, comme c'est le cas aujourd'hui. Je relève, au paragraphe 47 du rapport, que, en 1976, 175 000 ressortissants du Lesotho, représentant un tiers de la main-d'oeuvre du pays, étaient employés en Afrique du Sud. Je suis heureux de relever, au paragraphe 53, que l'objectif à long terme du gouvernement est d'offrir à tous les Basotho des emplois suffisamment rémunérateurs dans leur propre pays. Bien sûr, dans un problème d'une telle ampleur, notamment du fait que le risque existe toujours de voir l'Afrique du Sud renvoyer ces travailleurs migrants sans préavis ou à très court préavis, il est nécessaire de faire en sorte qu'une aide internationale soit promptement disponible pour qu'un plan d'urgence puisse être mis en oeuvre en cas de besoin pendant qu'il en est encore temps.

29. Etant donné la nature particulière des besoins économiques et sociaux du Lesotho et l'urgence spéciale de certains d'entre eux, ma délégation est d'avis que la manière dont la mission a abordé la question pour traiter de cette situation est extrêmement constructive et réaliste. Les paragraphes 114 à 116 du rapport décrivent le programme d'urgence ainsi que le programme de développement accéléré. Je relève que le programme d'urgence traite du développement des transports routiers à l'intérieur dans le sud et le sud-est, de l'aviation civile intérieure et extérieure et du renforcement de l'approvisionnement en denrées alimentaires. Il comprend également certains projets relatifs aux télécommunications et aux services de santé. Je suis certain que la somme de 66 millions de dollars qui permettrait de réaliser tous les projets contenus dans le programme d'urgence représente à la fois un chiffre équitable et réaliste et que la communauté internationale ne devrait avoir aucun mal à la réunir.

30. Le programme de développement accéléré insiste particulièrement sur les transports routiers et le développement agricole. Il comprend également des projets de développement de l'énergie hydro-électrique, de l'éducation, des services de santé, de l'industrie et des mines. Le coût total des projets faisant l'objet du programme de développement accéléré est estimé à 47 millions de dollars. Ici encore, il s'agit d'un chiffre bien étayé et justifié par les preuves accumulées par la mission, et une assistance de cette envergure est particulièrement nécessaire si l'on veut fournir au Lesotho la possibilité de réaliser ses programmes de développement économique, de résister aux pressions iniques de l'Afrique du Sud et de renforcer son aptitude à mettre en oeuvre les résolutions de l'Organisation des Nations Unies sur l'*apartheid* et les bantoustans.

31. Ces observations étant faites, j'ai l'honneur de présenter, au nom des membres non alignés du Conseil, le

projet de résolution contenu dans le document S/12335. Les auteurs de ce projet sont à l'heure actuelle le Bénin, l'Inde, la Jamahiriya arabe libyenne, Maurice, le Pakistan, le Panama et la Roumanie. J'espère que le Conseil l'adoptera à l'unanimité. Les alinéas du préambule sont très clairs et ne nécessitent de ma part aucun commentaire. Dans les paragraphes du dispositif, le Conseil félicite, comme c'est le cas dans une résolution antérieure, le Gouvernement du Lesotho de sa décision de ne pas reconnaître le Transkei prétendument indépendant, exprime ses remerciements au Secrétaire général et à la mission qu'il a envoyée au Lesotho pour le travail excellent qui a été accompli, approuve pleinement l'évaluation et les recommandations de la mission ainsi que l'appel lancé par le Secrétaire général à tous les Etats pour qu'ils viennent en aide immédiatement au Lesotho. En outre, le projet de résolution contient une requête adressée à l'Organisation des Nations Unies et aux autres organisations intéressées, y compris divers organismes des Nations Unies, pour qu'elles viennent en aide au Lesotho dans les domaines signalés dans le rapport de la mission. Enfin, le Conseil y prie le Secrétaire général de continuer d'accorder son attention à la question et de le tenir informé.

32. Compte tenu de la nécessité de mettre en oeuvre sans tarder certains des projets, les auteurs de ce projet de résolution espèrent que le Secrétaire général prendra des mesures pour que le programme d'assistance soit revu, en consultation avec le Gouvernement du Lesotho, avant la prochaine session de l'Assemblée générale afin qu'un nouveau rapport puisse être présenté à la communauté internationale.

33. Le PRESIDENT : L'orateur suivant est le Ministre des affaires étrangères du Lesotho, Son Excellence M. Charles Molapo. Je lui souhaite la bienvenue et je lui donne la parole.

34. M. C. D. MOLAPO (Lesotho) [*interprétation de l'anglais*] : Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous présenter mes félicitations les plus sincères à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de mai. Il est séant que ce débat sur le Lesotho se déroule sous votre présidence. Le dévouement et l'habileté diplomatique dont vous faites preuve en tant que fils illustre de l'Afrique et représentant d'un pays frère, le Bénin, avec lequel nous entretenons les meilleures relations, nous assurent que vous mènerez nos délibérations vers une heureuse conclusion. Je tiens à vous remercier, et par votre intermédiaire à remercier les autres membres du Conseil, de m'avoir donné cette occasion de m'adresser au Conseil.

35. Au nom de ma délégation, je voudrais également saluer chaleureusement le nouveau représentant permanent de la République populaire de Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies et lui souhaiter plein succès dans ses nouvelles fonctions.

36. Je voudrais aussi remercier le Secrétaire général de la déclaration qu'il a faite en présentant le rapport dont le Conseil est maintenant saisi.

37. Cinq mois se sont écoulés depuis que j'ai appelé l'attention du Conseil [1981^e séance] sur la situation grave créée par le Gouvernement de la République sud-africaine lorsqu'il a établi, le long de la frontière sud-est de notre pays, le Transkei prétendument indépendant. A l'époque, j'ai expliqué de façon claire et nette les problèmes devant lesquels se trouvait mon peuple. J'ai indiqué que, depuis le 26 octobre 1976, le Gouvernement de la République sud-africaine avait unilatéralement fermé trois postes frontière — les postes de Qacha's Nek, de Ramats'eliso's Gate et de Tele Bridge — qui se trouvent situés le long de la frontière de ce que l'on appelle la République du Transkei. Les représentants se rappelleront que le Conseil, à la fin de ses délibérations, a adopté par consensus la résolution 402 (1976), dans laquelle il priait notamment le Secrétaire général d'organiser, avec effet immédiat, tous types d'assistance financière, technique et matérielle au Royaume du Lesotho de façon à permettre à celui-ci de surmonter les difficultés économiques résultant de la fermeture des postes frontière par l'Afrique du Sud en raison du refus du Lesotho de reconnaître la prétendue indépendance du Transkei. Conformément à cette résolution, le Secrétaire général désigna une mission de visite au Lesotho chargée d'évaluer la situation et de formuler des recommandations appropriées.

38. Nous avons écouté le Secrétaire général présenter le rapport [voir S/12315] de la mission qu'il avait envoyée au Lesotho en janvier 1977. Cette mission avait été placée sous la direction très compétente de M. Farah, sous-secrétaire général aux questions politiques spéciales. Nous avons eu l'honneur d'accueillir la mission pendant 18 jours très actifs, consacrés notamment à des discussions et à des enquêtes très détaillées.

39. Au nom du Gouvernement et du peuple du Lesotho, je recommande le rapport à l'attention des membres du Conseil de sécurité et, par l'intermédiaire du Conseil, à l'attention des Membres de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et des organisations internationales. La mise en oeuvre des recommandations contenues dans le rapport permettra au Gouvernement et au peuple du Lesotho de se conformer aux principes de la Charte des Nations Unies et d'appliquer efficacement les décisions et résolutions des Nations Unies ainsi que de préserver notre indépendance et notre souveraineté. C'est avec un grand plaisir que je tiens à exprimer notre profonde gratitude et nos remerciements aux membres de la mission pour le dévouement et la diligence avec lesquels ils ont accompli leur tâche et pour le rapport très complet qu'ils ont présenté.

40. Le Lesotho se heurte encore à une entreprise difficile et supporte de lourdes obligations en raison de son refus de reconnaître la pseudo-indépendance du Transkei. Les pays sans littoral font face à des problèmes spéciaux du fait de leur position géographique, mais le Lesotho éprouve des difficultés démesurées du fait que, de surcroît, il est entouré d'un seul Etat, qui est raciste et qui pratique l'*apartheid*. Je dois dire que, depuis que j'ai parlé devant le Conseil la dernière fois, la situation, loin de s'améliorer, s'est aggravée. Mon peuple fait l'objet de harcèlement et de menaces de la part de la police sud-africaine, qui pratique maintenant la politique sud-africaine vis-à-vis du Lesotho. Le flux normal

des marchandises et des personnes à destination et en provenance du Lesotho par les trois postes frontière continue d'être freiné et entravé. Les tenants de l'*apartheid* crachent sur nous leur venin. Récemment encore, plusieurs de nos ressortissants ont été arrêtés et se sont vu parfois refuser l'entrée en Afrique du Sud à des postes frontière autres que ceux qui font l'objet du problème que nous avons soumis au Conseil. Dans tous ces cas, on les a avertis qu'ils devaient être prêts à supporter les conséquences du refus du Gouvernement du Lesotho de reconnaître le bantoustan du Transkei. A ce propos, je voudrais mentionner quelques incidents pour illustrer mes observations.

41. Le 22 avril, une jeune fille mosotho âgée de 17 ans, qui se trouvait du côté de la frontière du Lesotho, a été gravement blessée par un Sud-Africain blanc qui tirait à partir du côté sud-africain de la frontière. Le 30 avril, un citoyen du Lesotho qui revenait d'Afrique du Sud et rentrait au Lesotho a été battu et jeté hors d'un train en marche par des employés des chemins de fer sud-africains. Il y a deux semaines, un agent subalterne de la police sud-africaine a décidé, soi-disant à l'insu de Pretoria, d'empêcher nos ressortissants de se rendre dans une ville frontière sud-africaine pour y faire des achats. Dans tous ces cas, Pretoria répond qu'une enquête est en cours.

42. Ce genre d'incidents peuvent se produire entre deux Etats voisins, mais, dans notre cas, leur rapidité et leur fréquence se sont accrues depuis le 26 octobre 1976. Il est tout à fait évident, selon nous, que l'Afrique du Sud s'est maintenant lancée dans une politique qui vise à contraindre le Lesotho à reconnaître ses bantoustans néfastes. Comme je l'ai déjà dit, nous ne nous laisserons pas intimider; nous rejetons et nous n'accepterons jamais le racisme, l'*apartheid* ou la bantoustanisation de l'Afrique du Sud. L'adoption par le Conseil de ce rapport et la mise en application de ses recommandations nous aideront à réduire notre dépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud et permettront à notre population d'obtenir les produits de première nécessité dont elle a besoin pour survivre au Lesotho lui-même, de même qu'elles lui épargneront les traitements inhumains et dégradants qu'elle subit en Afrique du Sud.

43. C'est pourquoi nous espérons que le Conseil adoptera le rapport à l'unanimité. L'adoption de ce rapport signifierait de la part de la communauté mondiale le ferme engagement d'appuyer la juste lutte contre l'*apartheid* dans toutes ses manifestations, de même que la réaffirmation des droits de tous les Sud-Africains de l'Afrique du Sud dans son ensemble et le rejet complet de la bantoustanisation et de la balkanisation de l'Afrique du Sud.

44. L'année dernière, le Conseil a écouté notre plaidoyer; cette fois-ci, nous lui demandons d'adopter le rapport du Secrétaire général ainsi que les recommandations qui résultent de ce plaidoyer. Le rapport expose l'assistance financière, économique et matérielle dont nous avons un besoin urgent. C'est avec un vif plaisir que je dois vous informer du fait que, depuis l'adoption de la résolution 402 (1976), certains Etats Membres ont déjà répondu de façon positive. Certains d'entre eux ont promis d'augmenter l'aide bilatérale au Lesotho; d'autres ont promis de nous faire parvenir leur aide par l'intermédiaire d'organisations

multilatérales. Nous exprimons notre gratitude à ces pays et nous les prions, ainsi que d'autres, de répondre favorablement à l'appel du Secrétaire général contenu dans sa lettre du 18 avril 1977 [S/12325], qui annonce l'ouverture d'un compte spécial à l'Organisation des Nations Unies.

45. Avec votre permission, Monsieur le Président, je voudrais remercier les Gouvernements de la République fédérale du Nigéria, de la Jamahiriya arabe libyenne, des Emirats arabes unis, du Canada, de la République fédérale d'Allemagne, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Iran et d'autres gouvernements amis qui ont manifesté le désir de nous venir en aide. Des organisations multinationales comme la Communauté économique européenne et le Fonds arabe de développement ont déjà pris des engagements financiers concrets pour aider le Lesotho à surmonter les problèmes auxquels il se heurte. Mon gouvernement et mon peuple sont convaincus que de nombreux autres pays qui ne l'ont pas encore fait répondront aussi favorablement à l'appel du Secrétaire général et aux contacts que mon gouvernement a déjà pris et poursuit en cette grave période de l'histoire de notre nation.

46. Un projet de résolution sera soumis à votre examen, et ma délégation espère que le Conseil lui accordera tout l'appui possible, permettant ainsi au Secrétaire général de s'acquitter du mandat qui lui a été confié aux termes de la résolution 402 (1976). Mon gouvernement et le peuple du Lesotho ont mis toute leur confiance dans les membres du Conseil et sont certains qu'en cette heure grave le Conseil, dans sa sagesse, encore une fois ne nous décevra pas.

47. Le PRESIDENT : Le prochain orateur est le représentant de la Sierra Leone, en sa qualité de président du Groupe africain pour le mois de mai. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et je lui donne la parole.

48. M. NICOL (Sierra Leone) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, il m'est donné, fait rare, de m'adresser au Conseil pour la deuxième fois en une seule journée en ma qualité de président du Groupe africain. Au cours de la séance de ce matin, je vous ai déjà félicité à l'occasion de votre accession au poste élevé de président du Conseil pour le mois de mai et j'ai exprimé notre conviction que vous dirigerez de façon compétente les travaux du Conseil. En effet, qui saurait mieux qu'un Africain comprendre les problèmes de l'Afrique ? Le Groupe africain est non seulement privilégié mais aussi ravi de vous voir présider le Conseil alors que le problème raciste de l'Afrique australe en général, et au Royaume du Lesotho en particulier, fait l'objet de nos discussions. Ma délégation est certaine que vous guiderez nos délibérations vers une conclusion satisfaisante pour le Gouvernement du Lesotho et pour toutes les parties intéressées.

49. A ce stade, Monsieur le Président, permettez-moi de dire par votre intermédiaire toute notre gratitude aux membres du Conseil de m'avoir permis de m'adresser à cet organe au nom du Groupe africain.

50. Au cours de la trente et unième session de l'Assemblée générale, précisément le 26 octobre 1976, l'Assemblée a

adopté la résolution 31/6 A qui rejette la prétendue indépendance du Transkei et la déclare nulle et non avenue. En outre, la résolution demande à tous les gouvernements de refuser de reconnaître le Transkei prétendument indépendant ou d'autres bantoustans et de s'abstenir d'avoir des rapports quelconques avec eux. Il se trouve que le Royaume du Lesotho a des frontières communes avec le Transkei. Afin de contraindre le Lesotho à reconnaître le Transkei, le Gouvernement sud-africain, dans un dessein hostile, a fermé les postes frontière entre le Lesotho et le Transkei. Les mouvements à travers ces postes frontière sont régis par des accords officiels conclus entre le Lesotho et l'Afrique du Sud. En dehors du fait que la fermeture de ces postes frontière constitue une infraction aux normes du droit international concernant le transit des marchandises et une menace à la paix et à la sécurité dans la région, cet acte malveillant cause également des souffrances et des difficultés économiques pour une grande proportion de la population du Lesotho.

51. Le problème auquel nous faisons face a fait l'objet de discussions détaillées au sein du Conseil les 21 et 22 décembre derniers. Le Ministre des affaires étrangères du Lesotho, qui a présenté la plainte du Lesotho [1981^e séance], a donné un compte rendu détaillé des effets de la fermeture des postes frontière et a invité la communauté internationale à apporter une assistance économique qui permettrait au Lesotho de poursuivre ses programmes de développement et en même temps de mettre en oeuvre pleinement les résolutions de l'Organisation des Nations Unies sur l'*apartheid* et les bantoustans.

52. A la suite du débat, la résolution 402 (1976) a été adoptée à l'unanimité. Conformément aux termes de cette résolution, le Secrétaire général a envoyé une mission au Royaume du Lesotho en vue d'évaluer l'assistance nécessaire pour qu'un programme d'assistance financière puisse être mis au point. Le rapport préparé par la suite, qui figure au document S/12315 du 30 mars 1977, précise les domaines dans lesquels le Lesotho a besoin d'aide pour pouvoir poursuivre ses programmes de développement tout en adhérant aux résolutions sur l'*apartheid* et les bantoustans. Le rapport contient également des suggestions quant à l'assistance dont le Lesotho aurait besoin pour surmonter les difficultés économiques dues à la fermeture de certains postes frontière par l'Afrique du Sud.

53. A ce stade, je dois féliciter la mission de l'excellent rapport qu'elle a produit. Nous y voyons un compte rendu détaillé du genre d'assistance dont le Lesotho a besoin pour surmonter ses difficultés économiques actuelles. Nous voyons que les besoins du Lesotho sont à la fois urgents et importants. L'assistance économique qu'il demande a pour but tout d'abord de renforcer son économie très fragile et de réduire sa dépendance économique vis-à-vis de l'Afrique du Sud, limitant ainsi les chances de pression délibérée dont il fait l'objet de la part de celle-ci.

54. La mission a recommandé une assistance pour 46 projets, groupés dans deux programmes distincts de développement. Il s'agit premièrement du programme d'urgence, qui est évalué à 65 890 000 dollars, et deuxièmement du programme de développement accéléré, coûtant

au total 46 940 000 dollars. Le Gouvernement du Lesotho ne pouvant lui-même financer qu'un petit pourcentage de ces programmes de développement, le Lesotho dépendra donc dans une très grande mesure du programme international d'assistance pour pouvoir surmonter ses difficultés économiques. A cet égard, j'appuie fermement l'appel lancé par le Secrétaire général dans sa lettre [S/12315], par laquelle il priait tous les Etats d'apporter immédiatement une assistance financière, technique et matérielle au Lesotho. Un nouvel appel est lancé à l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées pour qu'elles apportent une assistance dans les domaines mentionnés dans le rapport de la mission.

55. Le représentant de Maurice a déjà présenté un projet de résolution [S/12335] — qui ne prête à aucune controverse — pour que le Conseil l'examine et l'adopte. En ma qualité de président du Groupe africain, j'invite les membres du Conseil à adopter ce projet de résolution à l'unanimité puisqu'il découle logiquement de la résolution 402 (1976), qui a été adoptée à l'unanimité par le Conseil. Cela non seulement démontrerait la solidarité internationale pour la politique adoptée par le Lesotho mais également

contribuerait à trouver une solution aux problèmes économiques du Lesotho.

56. Les problèmes du Lesotho ne doivent pas être examinés de façon isolée. Ils découlent directement du système d'*apartheid* du gouvernement qui règne en Afrique du Sud. Afin de poursuivre sa politique raciale inhumaine et de développer la pratique consistant à diviser pour régner, le Gouvernement sud-africain a créé le système des bantoustans. Le but de l'Afrique du Sud est de contraindre les Etats africains voisins à reconnaître ces bantoustans prétendument indépendants. La communauté internationale doit rester fermement attachée à ses principes et ne reconnaître aucun de ces bantoustans. C'est maintenant, alors que le Lesotho a besoin de notre assistance, que la première occasion nous est offerte de prouver que nous condamnons la politique de bantoustans de l'Afrique du Sud. Faisons preuve de solidarité et, d'un seul élan, attaquons les problèmes économiques du Lesotho afin de déjouer les pressions exercées par l'Afrique du Sud sur le Lesotho pour qu'il reconnaisse le Transkei prétendument indépendant.

La séance est levée à 16 h 45.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
